

Les nations obscures. Une histoire populaire du tiers-monde,
de Vijay Pradash, Montréal, Éditions Écosociété, 2009, 357 p.

Jean-Louis Thiébault

Volume 29, numéro 2, 2010

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/045182ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/045182ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Thiébault, J.-L. (2010). Compte rendu de [*Les nations obscures. Une histoire populaire du tiers-monde*, de Vijay Pradash, Montréal, Éditions Écosociété, 2009, 357 p.] *Politique et Sociétés*, 29(2), 188–190. <https://doi.org/10.7202/045182ar>

Les nations obscures. Une histoire populaire du tiers-monde
de Vijay Pradash, Montréal, Éditions Écosociété, 2009, 357 p.

Vijay Pradash est un enseignant d'origine indienne, devenu directeur des études internationales au Trinity College, dans le Connecticut. Il a écrit une analyse très intéressante de l'histoire de ce qu'il appelle les « nations obscures », c'est-à-dire celles qu'on regroupait traditionnellement sous la dénomination de « tiers-monde ». Il développe son analyse en retraçant d'abord la naissance du tiers-monde, en recensant ensuite ses échecs et en expliquant enfin sa chute.

La première ambition de l'auteur est de retracer la création d'un programme politique propre au tiers-monde au fil du temps. Il analyse les aléas de son élaboration de Bandung à La Havane en passant par Le Caire, Buenos Aires, Téhéran et Belgrade, ce qui lui donne l'occasion de faire revivre un certain nombre de personnages depuis longtemps oubliés, comme le colonel Nasser ou Soekarno, le pandit Nehru ou le maréchal Tito, N'Krumah ou Mossadegh. Il insiste aussi sur l'action de quelques hommes moins connus, à l'écart de la scène politique, mais dont l'influence dans le tiers-monde a été grande, par leurs écrits ou leurs activités. V. Pradash souligne à juste titre l'action d'un Raul Prebisch, à l'origine de la création d'une institution chargée de mettre en œuvre leur programme économique, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), dont il devint le premier secrétaire général. Il était à l'origine de beaucoup de revendications des pays du tiers-monde : un accroissement des exportations vers les marchés du premier monde, de meilleurs prix pour les matières premières, des compensations financières et tarifaires. L'impact des idées de Raul Prebisch a été fort sur l'analyse économique du développement. L'auteur mentionne aussi les ouvrages qui ont marqué l'histoire idéologique du tiers-monde, comme *Les damnés de la terre* de Frantz Fanon (Paris, Maspéro, 1961) ou *Les veines ouvertes de l'Amérique latine : une contre-histoire* d'Eduardo Galeano (Paris, Pocket, 1971). De manière cocasse, un exemplaire de ce dernier livre a été offert par le président vénézuélien Hugo Chavez au président américain Barack Obama à l'occasion du 5^e Sommet des Amériques, en avril 2009, propulsant les ventes de ce livre.

La deuxième ambition de Vijay Pradash est de fournir une évaluation des politiques de développement mises sur pied par les différents États du tiers-monde. Il insiste sur les avancées, mais l'essentiel de son raisonnement porte sur la grande faiblesse du projet de développement de ces États du tiers-monde. Il énumère en effet les grandes faiblesses de cette politique. Il met l'accent sur l'idée que, pour réussir cette politique, l'État aurait dû centraliser le pouvoir politique, que le parti de libération nationale aurait dû davantage contrôler l'État, que le peuple aurait dû être beaucoup plus mobilisé. Là se situe le cœur de l'orientation « tiers-mondiste » qu'il défend, le refus des leaders du tiers-monde d'autoriser les peuples à mettre eux-mêmes en œuvre un projet de liberté. L'erreur est la construction de la nation par le haut. L'auteur met constamment l'accent sur le rôle des peuples dans la lutte de décolonisation et regrette leur éloignement après l'indépendance. Les peuples auraient été privés d'un quelconque rôle dans la construction de l'État-nation. Les différents échecs d'une telle initiative (notamment celle du Che Guevara) ne semblent pas être suffisamment analysés. Toutes les tentatives de manifestations, de protestations, de rébellions... se sont terminées le plus souvent par des répressions plus ou moins sanglantes ou par des interventions extérieures. V. Pradash examine d'ailleurs longuement, dans la deuxième partie de son ouvrage, les acteurs ou les règles qui limitent ou ont limité la liberté d'action des leaders du tiers-monde. Il attire l'attention sur l'autoritarisme des premiers leaders, sur les régimes de dictature personnalisée. Il met de l'avant que les premières mesures prises ont conduit à une centralisation du pouvoir avec le président comme seul maître de la politique étatique et à une abolition des partis politiques, sauf du parti de libération nationale. Toutes les institutions politiques ont été subordonnées à l'État pour faire de celui-ci le bras institutionnel du parti unique. Un État à parti unique promu par la libération nationale était la suite logique de cette évolution.

Il insiste surtout le rôle de l'armée comme gardien naturel de l'ordre social, comme institution sociale la mieux placée pour torpiller le radicalisme révolutionnaire et pour gouverner. Entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et le début des années 1970, il y aurait eu un nombre record de 200 coups d'État en Afrique, en Asie et dans les Amériques. Les dictateurs allaient et venaient, mais la structure dictatoriale demeurait. La création de milices dans les régimes progressistes, souvent pour prévenir un éventuel coup d'État militaire, n'a pas empêché la multiplication de ces derniers. De véritables dictatures militaires ont alors été créées (par exemple : Égypte, Irak, Pakistan, Soudan). Les analystes progressistes classiques considèrent les États-Unis avec la Central Intelligence Agency (CIA) comme l'acteur principal de ces nombreux coups d'État militaires. V. Pradash reprend à son compte cette idée, mais il croit cependant que les faits ne se résument pas à une suite d'interventions étrangères. Chaque coup d'État militaire s'explique aussi par des facteurs internes. Il souligne justement que, pour analyser un coup ou une intervention militaire, il faut connaître les luttes qui traversent une société, la dynamique des classes, les interactions régionales, les dissensions historiques entre ethnies et autres rapports de ce genre. Selon lui, certaines fractions de classe utilisent le gouvernement américain pour leurs propres raisons et à leurs propres fins.

Vijay Pradash parle aussi de l'ampleur de certains massacres, en partant de l'exemple de l'Indonésie, ce qui lui permet d'analyser la position ambiguë des Chinois et surtout des Soviétiques à l'égard du tiers-monde. Les dirigeants soviétiques ont adhéré vigoureusement à l'idée de coexistence pacifique. Ils ont donc apporté leur soutien aux régimes nationalistes bourgeois, en s'opposant parfois aux communistes locaux. L'URSS était plus encline à privilégier ses propres intérêts que ceux des partis communistes nationaux. Elle a valorisé une collaboration entre classes, ce qui a grandement affaibli les partis communistes du tiers-monde. Des concepts ont servi à valider l'alliance communiste avec les forces démocratiques de la bourgeoisie : le concept d'État national démocratique en URSS et la théorie de la nouvelle démocratie en Chine (p. 203). Il y a eu absence de scrupules dans la quête d'alliances. Pendant les années 1960, trois grands partis communistes ont été anéantis : le parti communiste d'Indonésie (PKI), le parti communiste irakien et le parti communiste soudanais. La bonne fortune des partis communistes du tiers-monde passait après les plans stratégiques de l'URSS et de la Chine. L'anéantissement de cette gauche a eu un impact énorme sur le tiers-monde.

Vijay Pradash met aussi de l'avant les faiblesses du tiers-monde à partir des conflits frontaliers ou de l'exploitation du pétrole. L'analyse des guerres territoriales entre pays du tiers-monde est menée de l'exemple significatif de l'armée chinoise envahissant le nord de l'Inde en 1962.

La troisième partie de l'ouvrage est au centre des contradictions de l'analyse de l'auteur. Elle est pleine de mélancolie. C'est la crise de la dette qui, à ses yeux, a annoncé la chute du tiers-monde. Selon lui, c'est le résultat du choix des politiques néolibérales de la mondialisation provenant non seulement des pressions impérialistes, mais aussi des forces nationales qui désapprouvaient la stratégie de développement social choisie par les partis politiques de libération nationale. Il accuse même l'Inde, les tigres asiatiques (Corée du Sud, Hong Kong, Taïwan et Singapour) et le Brésil d'avoir joué un rôle déterminant dans la dérive du projet du tiers-monde. Leurs dirigeants auraient abandonné le projet du tiers-monde pour adhérer aux conseils donnés par les Américains et à la mondialisation souhaitée par le Fonds monétaire international (FMI). Mais V. Pradash oublie de mentionner que les faiblesses et les contradictions étaient loin d'être minimes dans les États du tiers-monde. Le fait de considérer Fidel Castro comme la «force morale du tiers-monde» (p. 279) est le témoignage de beaucoup de dérives de son analyse «tiers-mondiste». Deux cas sont exemplaires de ces dérives : la «révolution verte» et Singapour.

Dans les années 1960, le consensus sur la réforme agraire avait laissé la place à une nouvelle solution dans beaucoup de pays du tiers-monde. Le projet de «révolution verte» visait à augmenter le rendement agricole par l'utilisation de semences à haut rendement et de nouvelles méthodes de production (engrais pétrochimiques, pesticides...). La Banque mondiale vanta à travers le monde les mérites de cette «révolution verte» (p. 256-257). V. Pradash semble regretter que cette dernière ait balayé la «révolution rouge», que les taux de croissance agricole soient inégaux selon les régions, que les engrais nocifs aient un impact sur l'environnement, que le besoin et l'importance de mener une réforme agraire soient réduits, même s'il reconnaît que les taux de croissance agricole ont explosé, ce qui est loin d'être négligeable dans des pays longtemps soumis à la famine.

Sa critique du système politique de Singapour est vive. En même temps, l'auteur semble regretter certaines réussites de la cité-État. Il est obligé de reconnaître les résultats économiques spectaculaires grâce aux interventions de l'État, l'élévation du niveau de vie de la population toute entière, l'amélioration de la répartition du revenu au sein de la population, les succès du système éducatif, l'attribution de logement à tous les citoyens. Il souligne même l'un des préceptes du développement singapourien, celui préconisé par Goh Keng Sween, économiste en chef du Parti d'action populaire (PAP) et ancien ministre des finances: résister aux attraits du marché libre comme du socialisme et favoriser un développement encadré de la libre entreprise. Certes, Singapour reste un régime semi-autoritaire, mais les succès économiques et sociaux du régime supportent amplement la comparaison avec les échecs tant politiques et économiques de beaucoup de régimes de pays en développement.

En définitive, *Les nations obscures. Une histoire populaire du tiers-monde* de Vijay Pradash peut devenir un ouvrage de référence pour tous les chercheurs qui s'intéressent non seulement à la chute politique et économique du tiers-monde, mais surtout à la crise idéologique du «tiers-mondisme».

Jean-Louis Thiébault

*Institut d'études politiques, Lille, France et Département de science politique,
Université Laval*